

## La prévention et la détection de la radicalisation dans les ministères sociaux

### Savoir discerner les cas de radicalisation :

Le comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CIPDR) définit la radicalisation comme un « processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel ».

**Par violence, on entend l'acte violent mais aussi le soutien (logistique, financier...) à l'action violente ou l'apologie de la violence.**

Un phénomène de radicalisation se distingue ainsi du fait religieux, qui est une notion plus générale et qui n'a pas de lien direct avec l'expression d'une action violente.

Néanmoins, certains comportements excessifs, récurrents et inadéquats dans l'expression du fait religieux (agressivité verbale ou rejet des autres salariés pour motif religieux...) peuvent constituer, parmi d'autres et en fonction du contexte, des indices de bascule dans la radicalisation (récapitulés dans le tableau en page 3).

L'application du principe de laïcité s'applique également aux prestataires externes exerçant une mission de service public.

### Le processus de détection des signaux :

**Le processus de radicalisation ne peut être caractérisé que s'il repose sur un « faisceau d'indicateurs ».**

La méthode des faisceaux d'indicateurs développée dans le tableau en page 3 permet de déterminer s'il s'agit de pratiques qui, isolées, contreviennent à l'obligation de neutralité et au principe de laïcité ou si, corroborées par plusieurs indicateurs, participent à la caractérisation d'un basculement dans la radicalisation.

Ainsi que l'indique le guide interministériel de prévention de la radicalisation élaboré par le CIPDR, « Un seul indice ne suffit pas pour caractériser l'existence d'un risque de radicalisation et tous les indices n'ont pas la même valeur. C'est la combinaison de plusieurs indices qui permet le diagnostic ».

### Le repérage de la radicalisation répond à une double nécessité pour l'administration :

- Être alertée dès les premiers signaux afin de prévenir les phénomènes de radicalisation au sein d'un service et de protéger les agents,
- Être en appui de la chaîne hiérarchique face à ces phénomènes.

**Dans ce cadre, le management de proximité joue un rôle essentiel dans la détection des signaux.**

**En cas de situation avérée comme en cas de doute, il appartient donc au cadre de proximité de faire remonter l'information immédiatement, et de manière strictement confidentielle, à son autorité de tutelle via sa chaîne hiérarchique.**

En lien avec les autorités ministérielles, le niveau de gestion des cas de radicalisation est le directeur d'administration centrale, le directeur de services déconcentrés ou le directeur d'établissement public.

Les directeurs concernés peuvent associer à leur décision des membres de leur équipe de direction.

### La vérification des antécédents judiciaires :

Il est rappelé :

- d'une part, que le casier judiciaire (bulletin n°2) doit être systématiquement vérifié, au moment du recrutement, pour les fonctionnaires, agents contractuels, vacataires, apprentis et stagiaires ;
- d'autre part, que ce même casier judiciaire (bulletin n°2) est consultable à tout moment par l'administration s'agissant des personnels en contact régulier avec des mineurs (par ex. au sein des INJAS ou des CREPS).

### Textes

#### Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires :

- article 5 : « Nul ne peut avoir la qualité de fonctionnaire : 3° Le cas échéant, si les mentions portées au bulletin n° 2 de son casier judiciaire sont incompatibles avec l'exercice des fonctions » ;

- article 25 : « Le fonctionnaire exerce ses fonctions avec dignité, impartialité, intégrité et probité.

Dans l'exercice de ses fonctions, il est tenu à l'obligation de neutralité.

Le fonctionnaire exerce ses fonctions dans le respect du principe de laïcité. A ce titre, il s'abstient notamment de manifester, dans l'exercice de ses fonctions, ses opinions religieuses. /Le fonctionnaire traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Il appartient à tout chef de service de veiller au respect de ces principes dans les services placés sous son autorité. Tout chef de service peut préciser, après avis des représentants du personnel, les principes déontologiques applicables aux agents placés sous son autorité, en les adaptant aux missions du service. »

#### Code de procédure pénale :

- article R79 : « le bulletin n° 2 du casier judiciaire est délivré : 14° Aux administrations de l'Etat, aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics ainsi qu'aux établissements de santé, sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, pour le contrôle de l'exercice d'emplois dans leurs services impliquant un contact habituel avec des mineurs ».



## **Conduite à tenir :**

### **Phase 1 :**

- Appréciation de la situation en identifiant précisément les faits,
- Rappel, le cas échéant, du principe de neutralité à l'agent concerné,
- Compte-rendu écrit immédiat à l'autorité d'emploi via la voie hiérarchique, qui prend les mesures conservatoires qui s'imposent,
- Information par l'autorité d'emploi de la DRH ministérielle sur les actions envisagées.

En parallèle de la procédure interne, en cas de détection de signaux de radicalisation, signalement de la situation par l'autorité d'emploi auprès des services compétents au niveau local (préfecture ou forces de sécurité intérieure), seuls à même de procéder à l'évaluation du signalement et de se prononcer sur sa pertinence.

Pour l'administration centrale des ministères sociaux, le service spécialisé du HFDS centralise la procédure des signalements auprès du ministère de l'intérieur, en lien avec la DRH et la direction concernée.

### **Phase 2 :**

En cas d'actes contraires aux obligations déontologiques, une procédure disciplinaire peut être envisagée :

- Soit une sanction du premier groupe semble suffisante :
  - o pour les agents d'administration centrale, le DRH ministériel prononce cette sanction à la demande de l'autorité d'emploi ;
  - o pour les agents en services déconcentrés ou en établissements publics, le directeur prononce cette sanction en informant le DRH ministériel.
- Soit les faits paraissent justifier une sanction plus importante, et il appartient à l'autorité d'emploi d'informer sans plus attendre le DRH ministériel, accompagné d'un rapport circonstancié, pour s'accorder sur la procédure ad hoc à mettre en œuvre.

Les mesures prononcées sont consignées dans le dossier administratif de l'agent, conformément au droit disciplinaire en vigueur.

**Si le chef du service estime que les informations qui lui sont remontées ne lui permettent pas d'identifier une situation relevant de la radicalisation, il peut prendre contact avec le DRH ministériel, qui sollicitera en cas de besoin l'appui du service du haut fonctionnaire de défense et de sécurité des ministères sociaux ([hfds@sg.social.gouv.fr](mailto:hfds@sg.social.gouv.fr)).**

## **Références et liens utiles :**

Guide interministériel de prévention de la radicalisation de mars 2016 :

<https://www.cipdr.gouv.fr/wp-content/uploads/2018/02/guide-interminist%C3%A9riel-de-prevention-de-la-radicalisation-Mars-2016.pdf>

« Numéro vert : **0 800 005 696** » du centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation :

<http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/lutte-contre-terrorisme-radicalisation/prevention-radicalisation/numero-vert-quoi-faire>

Site internet : <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/>

Circulaire du 15 mars 2017 relative au respect du principe de laïcité dans la fonction publique :

NOR : RDFF1708728C

[https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/textes\\_de\\_reference/2017/C\\_20170315\\_0001.pdf](https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/textes_de_reference/2017/C_20170315_0001.pdf)

Fiche réflexe de la DGAFP « Laïcité et fonction publique » :

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/laicite-et-fonction-publique>

Diffusion interne aux organismes des ministères sociaux

Domaines	Indicateurs	Signaux précurseurs (ou de faible intensité)	Signaux préoccupants	Signaux alarmants
Ruptures	Comportement avec l'environnement habituel		<ul style="list-style-type: none"> <li>Clivage exacerbé entre les hommes et les femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intérêt soudain pour les armes et les explosifs : se renseigner, vouloir acquérir ou s'exercer à manier des armes en dehors, ou, le cas échéant dans le cadre d'un contexte réglementaire</li> </ul>
	Changement d'apparence (physique, vestimentaire)		<ul style="list-style-type: none"> <li>Modification soudaine et apparaissant comme non cohérente pour l'entourage (passage à des signaux de religiosité forts) ou changement soudain et non explicable d'un retour à une apparence antérieure</li> </ul>	
	Pratique religieuse	<ul style="list-style-type: none"> <li>Obsession autour des rituels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Interdits (alimentation, alcool, parfum, musique..) étendus à l'entourage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Agressivité ou hostilité pour un motif religieux</li> </ul>
Personnalité et environnement relationnel	Traits de personnalité et comportement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Imperméabilité aux critiques ou tout avis autre</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Rejet des interactions avec des non-croyants ou des personnes qui ne partagent pas la même foi</li> <li>Addiction ou fascination pour les scènes ultra violentes</li> <li>Vision paranoïaque de l'environnement</li> </ul>
Théorie et discours	Théories complotistes et conspirationnistes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilité et attrait aux discours complotistes et conspirationnistes</li> <li>Attitudes de provocation par le discours ou autres dessins, belliqueux...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Allusion à un complot judéo-maçonnique (et américano-sioniste)</li> <li>Changement de vocabulaire et de sémantique employés et de compréhension des événements (nouveau récit de l'histoire humaine)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Porteur de discours faisant allusion à la fin des temps, à la fin du monde, à l'apocalypse)</li> <li>Développement d'une vision paranoïaque du monde (discours binaire et manichéen : attitude simpliste consistant à tout ramener à un combat du bien et du mal)</li> <li>Double discours, admiration, vénération des terroristes</li> <li>Lecture ou détention d'ouvrages ou de références au djihadisme, ou à toutes autres religions légitimant le passage à l'acte violent</li> <li>Légitimation de la violence pour défendre une cause ou une idéologie</li> <li>Discours déshumanisants à propos d'autres groupes ou individus</li> </ul>
	Changement de comportements identitaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contestation du système démocratique</li> <li>Critique de l'Etat Français</li> <li>Attitude discriminatoire vis-à-vis des femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rejet de l'altérité confessionnelle ou convictionnelle</li> <li>Discours stéréotypé avec des thèmes victimaires dominants : déclin de l'islam, corruption de la société occidentale, souffrance des populations civiles au Moyen Orient, injustice, discrimination</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Menace de l'Etat français</li> <li>Soutien aux djihadistes</li> <li>Hostilité à l'occident</li> <li>Discours antisémites ou homophobes ou racistes</li> <li>Absence d'expression autonome, auto-récitation, discours instrumentalisé</li> <li>Distinction radicale entre les bons et les mauvais musulmans</li> </ul>
Théorie et discours Techniques	Prosélytisme	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cas de prosélytisme dans le cadre professionnel</li> <li>Conversion soudaine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prosélytisme explicitement salafiste djihadiste</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Activité prosélyte en vue de radicaliser son entourage voire d'un recrutement</li> <li>Incitation au départ vers une zone de jihad armé voire à l'action violente</li> </ul>
	Usage de réseaux virtuels ou humains			<ul style="list-style-type: none"> <li>Fréquentations de sites internet et des réseaux sociaux à caractère radical ou extrémiste</li> </ul>
Techniques	Stratégies de dissimulation/ duplicité			<ul style="list-style-type: none"> <li>Historique de consultations de sites internet radicaux</li> <li>Stratégie de dissimulation des croyances religieuses et des signes d'appartenance</li> </ul>

Sources : CIPDR – UCLAT

